S

Biblioteca
Universității Iași

IB-459

MUSSOLINI

UNE VISION
DE LA VIE

Proprietatea Bibliotecii
Universităţii Iaşi
I D-459

MUSSOLINI

UNE VISION DE LA VIE

BCU IASI / CENTRAL UNIVERSITY LIBRARY

5 SEP. 1933
Biblioteca Universității Iași
adv 801

Les doctrines politiques sont des théories qui formulent et définissent, d'une façon abstraite, les rapports entre les individus et la collectivité. Produits de l'intelligence, elles sont facilement comprises et peuvent se répandre, même indépendamment de la personnalité de ceux qui les ont conçues, les premiers. Démocratie et libéralisme, socialisme et communisme sont, on peut le dire, des doctrines anonymes. Dans la plupart des cas, les foules ignorent jusqu'au nom de leurs auteurs et, si parfois elles s'en souviennent, c'est la théorie qui a fait le renom de son fondateur; mais ce n'est pas le prestige de ce nom, ce n'est pas l'attrait de cette personnalité qui ont fait le succès de la théorie.

PHÉNOMÈNE RELIGIEUX

Le Fascisme, lui, on ne saurait le séparer de la personne de son créateur. Penser au Fascisme sans le lier à la personne de Musso-

lini, c'est réduire la doctrine fasciste à une pure théorie abstraite. Elle est dépouillée, de ce fait, d'une grande partie de sa puissance d'attraction. Les mêmes idées exprimées par Mussolini, mais répétées par d'autres glossateurs et exégètes, perdent leur expression, leur séduisante beauté. Sans doute, le Fascisme n'a pas été une apparition soudaine, due exclusivement au génie d'un homme. Il a surgi à un moment historique, bien déterminé; il répond à des exigences, bien précises, de la société contemporaine. Il est né en Italie, à la suite de la crise du vieil État, des troubles et des désillusions de l'après-guerre, de l'anarchie qui s'était emparée des masses populaires. Il peut trouver un écho dans les autres pays, partout où se manifestent des conditions analogues: désordre à l'intérieur, féroces luttes de classes, carence ou insuffisance des sphères dirigeantes, partout où tous les excès de la liberté individuelle font sentir l'urgence d'un gouvernement qui gouverne. Le Fascisme répond enfin à une crise, plus morale que politique; dans notre société européenne, capitaliste et individualiste, les doctrines et les formes de la vie politique du XIX^e siècle, issues jadis d'idéals frais et vigoureux, ont fini par

devenir démodées et par se montrer inadéquates au rythme précipité de la vie économique et sociale; elles ont surtout complètement perdu toute force d'expansion.

Tout ceci ne nous explique point la raison de cette indissoluble union entre le Fascisme et la personnalité de son créateur. Cette indissolubilité, les étrangers eux-mêmes en ont l'intuition lorsque, devant les résultats obtenus par le Fascisme, ils avouent: « il nous manque un Mussolini ». La diffusion du Fascisme, elle-même, au delà des frontières de l'Italie, est certainement due à la force de sa doctrine; mais elle la doit surtout à cette suggestion qu'exerce la personne du Duce et qui excite la fantaisie et conquiert les coeurs. Vouloir enlever au Fascisme son contenu humain pour le réduire à une froide et grise théorie de doctrinaires et de professeurs, c'est le priver de tout ce qu'il a de vif, d'actuel et de concret; c'est se barrer la route pour arriver à le comprendre.

Nous ne voulons pas dire pour cela que dans le Fascisme n'existe que la force magique d'attraction qu'exerce la personne de Mussolini. Son action politique n'obéit pas à l'inspiration du moment. Elle n'est pas le fruit de la fan-

taisie, d'une fantaisie irraisonnable et arbitraire. Elle se développe, tout au contraire, d'après une ligne qui lui est propre; elle se conforme à un plan et à des idées qui en sont le fondement. Ces idées sont des plus générales, vu que Mussolini veut ignorer, sur le terrain des faits quotidiens, la rigidité d'un programme préconçu. Il n'est nullement l'esclave des formules et il se réserve cette liberté de mouvement et d'initiative qui est la qualité essentielle des grands caractères fermes et volontaires. Cette cohérence substantielle qui ne craint pas de paraître parfois inconséquente, sait modifier et rectifier ses propres méthodes tactiques. La comprendre, c'est pénétrer plus profondément dans la nature du Fascisme. Celle-ci nous prévient en effet que nous nous trouvons sur un terrain complètement divers de celui des doctrines politiques courantes qui cessent d'être, le jour où elles n'obéissent plus rigoureusement à une cohérence, purement de forme. La crainte d'un malentendu nous empêche seule de recourir à une grande comparaison. Sinon nous serions tentés de parler d'un phénomène religieux. Mais entendons-nous bien : le Fascisme a exactement défini son attitude à l'égard de la religion en

général et du catholicisme en particulier.

Pour le Fascisme, toute son action est circonscrite à cette terre; il insiste sur les devoirs et la tâche de l'homme, en notre époque, sur notre monde. Moderne, non seulement le Fascisme ne renie pas le monde, mais il affirme qu'il s'y trouve des valeurs et des buts qui ont un caractère absolu et que la vie, cette vie, doit être acceptée et vécue avec un sentiment religieux, comme une mission et un devoir.

Si nous parlons de phénomène religieux, nous voulons faire allusion à une vision de la vie, à une foi morale. En cela, le Fascisme n'est pas uniquement une théorie politique. Une théorie peut être bonne ou mauvaise, indépendamment du fait qu'elle est mise en pratique ou non; mais une foi perd toute son efficacité, toute sa force de persuasion, si elle ne s'appuie pas, comme un exemple, sur la vie même de celui qui en est l'apôtre. Toute sa puissance d'irradiation ne lui provient pas d'une formule pâle et vide; elle la doit à la vie réelle de ceux qui la professent. Seulement alors les paroles ne sont plus de simples mots et l'idée devient une force qui emporte et renverse tout. La critique de l'intelligence pourra sans doute l'analyser; elle y découvri-

ra peut-être des défauts de logique. Mais elle n'aura entre les mains que l'enveloppe, que le dogme et non pas la foi. Contre la foi, la critique est désarmée.

Ces considérations sont-elles exactes? Le Fascisme, faut-il vraiment l'interpréter d'après un criterium qui convient davantage aux phénomènes d'une nature religieuse et morale, plutôt que strictement politique? Oui! Nous en avons la preuve dans ce fait que les religions, contrairement aux théories, sont toutes inséparables de la personnalité de leurs fondateurs. La force conquérante d'une foi dépend de la lumiere qui émane de la personne de son fondateur. A travers les siècles, la foi remonte toujours à son fondateur, à son maître, à son modèle dans la manière de vivre; elle-même,elle vit de lui.

Dans notre comparaison, nous pouvons encore invoquer un autre point de contact. Toutes les doctrines politiques parlent de droits, droits de l'homme et du citoyen, droits du peuple et des classes ouvrières, etc. etc. Tous les enseignements religieux parlent de devoirs. Enfin nous ne comprendrions pas l'exaltation mystique des foules, l'efficacité des rites et des cérémonies du Fascisme, si nous

Biblioteca Universitaria

voulions nous cantonner sur le terrain purement politique.

D'aucuns peuvent objecter que toute doctrine politique implique et présuppose une vision de la vie, qu'elle dérive d'une conception religieuse ou philosophique. Le libéralisme, par exemple, est le résultat d'une filiation plus ou moins directe des sectes protestantes et du calvinisme. De même pour la démocratie, fille du rationalisme moderne, pour le socialisme, issu du matérialisme historique, etc. Mais c'est justement là qu'est la différence. Le lien entre la doctrine politique et sa source religieuse est de nature historique; il s'atténue et disparaît avec le temps. Aujourd'hui on peut parfaitement être libéral, sans être ni protestant ni calviniste, de même qu'on peut être un socialiste sans être pour cela matérialiste. L'immense majorité des tenants du libéralisme ignore même le nom de Calvin, de même que l'immense majorité des socialistes ne saurait dire en quoi consiste le matérialisme historique. Dans le cas du Fascisme au contraire, les doctrines strictement politiques, les principes relatifs au mécanisme constitutionnel et administratif, forment la partie secondaire; et celle-ci ne peut être comprise ni s'expliquer qu'à la

condition de la ramener au centre qui l'anime, à la vision générale de la vie.

L'ÉTHIQUE DE L'ACTION

Mais quelle est donc cette vision de la vie qui constitue l'essence du Fascisme? Nul doute, que la guerre, par ses tragiques épreuves, ait contribué à la former. C'est chose intéressante que de consulter le journal de guerre de Mussolini. On peut y suivre pas à pas, pendant les journées passées dans les tranchées, la naissance et le développement de son Idée. Nous voyons se renforcer en lui la conviction que la vie doit être *conquise* et non pas subie, qu'elle doit être animée par la volonté de vaincre et non pas déprimée par la résignation: en un mot, que le monde appartient aux forts. La guerre a certainement appris que la victoire est le fruit de l'énergie du caractère et d'une volonté inébranlable, qu'elle est la récompense du sacrifice et de la résistance. Mais elle a encore donné un sens austère à la valeur du sacrifice, à la beauté de l'audace, à la noblesse intrinsèque du courage.

« Pour nous, Fascistes, dira un jour Mussolini, la vie est un combat continuel et incessant

que nous acceptons avec une grande désinvolture, avec grand courage, avec l'intrépidité nécessaire ». Et encore: « j'aime le peuple italien, je l'aime à ma manière: mon amour est l'amour armé, mais non pas l'amour larmoyant et timide; il est cet amour, sévère et viril, qui aborde les devoirs de la vie comme une bataille ».

Il s'agit donc d'une conception héroïque de la vie, une conception qui méprise ce qu'elle peut offrir de facile, ce bon sens tranquille et paresseux, ce petit train-train mesquin de l'existence bourgeoise. Mussolini n'a jamais promis à chacun de nous la poule au pot, comme le firent Henri IV et Hoover. Il n'a jamais prétendu de faire le bonheur des citoyens, en leur procurant le bien-être matériel. S'il prodigue toute son attention aux problèmes économiques, s'il se préoccupe d'assurer pain et travail aux masses ouvrières, c'est parce que le spectacle de la misère lui procure un malaise presque physique; c'est surtout parce qu'aucune politique de grande envergure n'est possible avec un peuple qui a faim. La richesse est un élément de la puissance des nations; elle ne peut pas représenter leur idéal. L'hédonisme, la course au plaisir, est banni du *credo* fasciste.

La façon retentissante avec laquelle Mussolini s'est séparé du socialisme a eu pour motif occasionnel la question de l'intervention de l'Italie dans la guerre. Mais la cause profonde, il faut la rechercher dans la misère matérialiste du socialisme lui-même. Ceci explique pourquoi le Fascisme n'a pas été ébranlé par la crise économique. Le Gouvernement Fasciste n'est pas l'administrateur d'une société anonyme, qui reste en charge tant que les dividendes sont élevés. Tout au plus, les difficultés économiques ont-elles fait sentir la nécessité de la discipline et d'une main ferme et sûre dans la conduite de la vie nationale.

Conception héroïque, et par conséquent guerrière. Mais, sur ce point encore, il convient de s'entendre. Si le Fascisme adopte volontiers des termes empruntés à la vie militaire, si le Fascisme aime à se considérer comme une milice, s'il donne enfin à la jeunesse une éducation guerrière, tout cela n'a guère à voir avec ce qu'on appelle *militarisme*. Le militarisme consiste en ceci que, dans la vie de l'État, domine une caste, la caste militaire, qui sert en quelque sorte de modèle à toutes les autres et qui a des velléités agressives, le désir de la guerre pour la guerre. L'éducation guerrière est au contraire une formation qui enseigne la discipline, le courage, le sacrifice; elle est une éducation virile. Elle n'a pas pour but immédiat et unique la guerre. Elle ne représente pas la suprématie d'une caste, puisqu'elle tend à donner à tous les citoyens la même dignité guerrière et la même fierté. Elle n'est pas brutalement soldatesque; ce n'est pas un enseignement obtus d'exercices militaires et d'un maniement d'armes, vu que, dans sa devise « livre et mousquet », le livre vient avant le mousquet. Le Fascisme est essentiellement une exaltation de la vie, comprise comme une réalité positive qui doit aller de l'avant, qui doit progresser. Rien ne lui est moralement plus contraire que ce goût sédentaire et petit bourgeois, que ces mesquines prudences et que la crainte des responsabilités. « Le Fascisme accepte la vie; il l'aime; il ignore le suicide et le considère comme un acte vil. Il comprend la vie comme un devoir, comme quelque chose d'élevé, comme une conquête; il comprend une vie qui doit être vécue pour soi-même, mais surtout pour notre prochain, pour ceux qui vivent auprès de nous et loin de nous, pour les générations présentes et les générations futures ». La politique démographique du Régime

et l'interdiction des manoeuvres malthusiennes ne s'inspirent pas uniquement d'une conception purement mathématique. Ce n'est pas uniquement parce que le nombre est une puissance, parce que la diminution des naissances constitue une grave menace pour notre civilisation. C'est aussi par la raison que cette politique obéit à une morale instinctive: vouloir limiter artificieusement la marche de la vie, c'est à la fois une lâcheté et une faute, car « la vie appelle la vie ».

Cette vision de la vie que la guerre a contribué à créer a en réalité des origines bien plus lointaines. Personne en Italie n'avait oublié les invectives de Carducci contre la « petite Italie » de son époque; Oriani lui-même, bien que fort peu écouté, ne s'était pas dressé en vain contre la mesquinité de notre vie publique, contre l'étroitesse de notre horizon. Nombreux furent même ceux qui voulurent expliquer les raisons de cette médiocrité par une insuffisance d'idéals dans notre *Risorgimento*. Plus encore qu'à ces voix solitaires, le Fascisme se relie à ce mouvement général de réaction de l'esprit européen contre les utopies et les idéalismes du XIX^e siècle. La foi dans le progrès humain avait dégénéré,

vers la fin du siècle, en un optimisme plutôt grossier et médiocrement bourgeois. On croyait que l'accroissement infini du bien-être et que le perfectionnement technique devaient, à eux seuls, assurer son summum à l'histoire humaine. On confondait la civilisation avec les aises de la vie. Cet optimisme facile provoqua une sensation d'ennui et de gêne. Chez les poètes et les penseurs, celle-ci se transforma en une aspiration vers une « vie d'exception », vers une « vie héroïque » et en même temps en un élan vers l'action, vers la conquête, vers la puissance. Elle s'exalta pour entraîner victorieusement la volonté au dessus des étroitesses de la vie quotidienne. Elle fit appel à la spontanéité, au courage. Elle rêva de briser les chaînes de l'habitude, lorsque celles-ci menaçaient de suffoquer toute activité spirituelle, d'annihiler tout effort pour créer quelque chose de nouveau ici-bas, quelque chose qui fût, pour la vie, un triomphe encore plus beau, encore plus riche, quelque chose qui en fît battre le rythme avec plus d'intensité.

Du fait que cet élan se refusait à s'accommoder d'une vie facile, à se contenter d'un monde qui marchât tout seul, du fait qu'il se donnait comme un principe d'action capable

de créer et de s'imposer, il fut considéré et chanté comme l'action.

Cette éthique de l'action avait cependant le défaut de n'être que l'expression de vagues aspirations nostalgiques d'hommes de lettres et de poètes, incapables d'agir et de passer du rêve à la pratique. Si l'action est par elle-même une valeur, puisqu'elle exige initiative, énergie et courage, si elle est salutaire et féconde du seul fait qu'elle bouleverse des habitudes stagnantes, elle ne peut toutefois demeurer une chose abstraite, sans autre fin qu'elle-même.

L'action pour l'action deviendrait un sport inutile et inconcluant.

Seul, celui qui n'a rien de sérieux à faire peut agir dans le seul but d'agir. Le Fascisme a dépouillé l'action de cette éthique. Il l'a retirée du limbe des nostalgies poétiques, pour lui donner un but précis et concret. Le but, c'est la *Nation*.

LA NATION ET L'ÉTAT

Il convient de nous expliquer tout de suite sur cette idée de la *Nation*. Le Fascisme n'est pas nationaliste. Il ne prétend pas créer une

forte conscience nationale pour affirmer une naturelle supériorité de race. L'idée de race, prise en son sens naturaliste et anthropologique, lui est complètement étrangère. Par exemple l'anti-sémitisme, que l'on trouve parmi les principes essentiels d'un grand nombre de nationalismes, lui est parfaitement inconnu. Pour le Fascisme, les autres Nations ne sont pas irrémédiablement des adversaires. Tout au contraire, il recherche leur collaboration. Il la désire surtout entre les puissances européennes. Il a le sentiment d'un patrimoine idéal, d'une culture qui est commune à l'Occident et qui doit être défendue et développée En affirmant la valeur de la Nation, le Fascisme combat surtout une erreur d'histoire, cette erreur qui fait négliger, au nom d'un vague internationalisme, une réalité qu'on ne peut supprimer et qui est la communauté nationale. La Nation est une communauté de langue, d'histoire et de traditions, de qualités et de défauts, de goûts et de tendances, d'habitudes et de souvenirs, d'épreuves et de sensations.

Mais, si on s'en tenait là, la Nation ne serait en somme qu'un fait matériel. Elle ne constituerait pas une finalité d'ordre moral.

La Nation est pour le Fascisme une finalité. C'est pourquoi il dresse à l'individu à passer outre à ses propres intérêts, immédiats et privés, et à collaborer aux fins universelles de l'histoire. « Le Fascisme est une conception historique, en vertu de laquelle l'homme n'est ce qu'il est qu'en fonction du processus spirituel auquel il concourt dans le groupe familial et social, dans la Nation et dans l'histoire à laquelle toutes les Nations collaborent. De là, la grande valeur qu'il donne à la tradition: souvenirs, langue, coutumes, manière de vivre collective. Hors de l'histoire, l'homme n'est rien. L'homme n'est pas un individu abstrait; il vit et agit dans un milieu déterminé, dans un groupe défini. Sa valeur n'existe pas en elle-même; elle n'existe qu'en vertu de l'activité que l'homme déploie dans le sein de ce milieu et de ce groupe. De nos jours, les confins de la famille sont devenus trop étroits, pour que l'homme puisse y épuiser toute son activité. L'humanité est d'autre part une conception trop vague et trop fluctuante. En revanche la Nation est précisement cet organisme bien délimité, cette réalité historique bien concrète qui, en raison de sa grandeur et de sa durée, peut constituer un but

absolu pour tous ceux qui la composent. Le Fascisme est né et s'est dressé justement en défenseur de la Nation; il est un mouvement de réaction contre les forces qui peuvent désagréger la structure et la cohésion nationales. Il fut surtout une passion héroïque et sentimentale, la force d'une volonté qui voulait sauver la Nation, en lui restituant toute la vigueur de la vie.

La lutte contre les éléments dissolvants obligea le Fascisme à s'imposer une tâche révolutionnaire qui le mit en conflit avec l'État démocratique et libéral. Celui-ci avait en effet, par sa passivité et son acquiescement, favorisé le déchaînement des passions. Mais la mission du Fascisme ne pouvait se limiter à restaurer l'ordre à l'intérieur; ce n'est pas là un but final en soi-même. Si la Révolution Fasciste s'était limitée à rétablir la discipline nationale, il n'aurait été qu'une réaction. Il n'aurait pas été une Révolution. Le rétablissement de l'ordre à l'intérieur ne devait être qu'une nécessité, une étape première, pour entreprendre quelque chose de plus vaste et de plus innovateur: élargir les poumons de la Nation, resserrée sur un sol trop étroit, insuffisamment riche en matières premières, sol habité par une popu-

lation en continuel accroissement et dépourvue de riches colonies: donner aux énergies nationales une impulsion unitaire, une coordination et une organisation capables de porter sa puissance au plus haut degré possible. Il y a là pour l'Italie une nécessité impérieuse, une nécessité de fer. C'est elle qui a imposé à la vie de la Nation un rythme plus rapide, un commandement plus agile et plus souple, un système administratif doté de moyens d'exécution également plus libres et moins entravés. C'est elle qui a provoqué la formation d'un bloc national, puissant, bien préparé, bien résolu. De là, l'obligation de transformer radicalement l'État, qui n'est autre que l'organisation juridique de la Nation.

Mais un obstacle se dressait contre cet effort et cette tâche. C'était un élément de désagrégation: le *parlementarisme*, qui n'est qu'une dégénération du système parlementaire. C'est lui qui avait affaibli l'État et qui avait, après la guerre, interdit à tout Gouvernement de pouvoir déployer une activité cohérente. C'est pour ce motif que la Révolution Fasciste a mis sur pied une organisation gouvernementale, ayant de l'État une conception complètement différente de la conception libérale. L'État libéral considerait comme un principe de laisser libre jeu aux partis politiques dans le parlement. Il tendait surtout à garantir la liberté des individus. Le Fascisme a renversé de fond en comble la situation. Il a posé un autre principe pour régler les rapports entre l'individu et l'État. Pour le Fascisme, l'individu n'est plus considéré comme le fondement et comme la fin de la société. Pour lui, la société n'est pas non plus la somme des individus; elle forme un tout organique, ayant ses fins, sa volonté et sa valeur intrinsèque propres, les individus faisant partie intégrante de ce tout.

Les rapports entre l'État et l'individu étant ainsi compris, les devoirs de l'État envers les individus sont également conçus d'une tout autre façon. Tandis que, d'après la doctrine libérale, la mission de l'État doit se limiter au strict nécessaire, c'est-à-dire à défendre le Pays contre l'étranger et à garantir l'ordre à l'intérieur (et cela par respect pour les libertés individuelles qui doivent être le plus possible protégées contre l'ingérence de l'État), cette mission, d'après la doctrine Fasciste, est beaucoup plus vaste. L'État Fasciste ne se présente pas seulement comme un État juridique, mais comme un État éthique:

« L'État est un *fait* spirituel et moral, puisqu'il concrète l'organisation politique, juridique et économique de la Nation et que cette organisation est, à sa naissance et au cours de son développement, une manifestation de l'esprit. L'État est garant de la sécurité à l'intérieur et à l'extérieur; mais il est aussi le gardien et l'agent de transmission de l'esprit du peuple, tel que celui-ci s'est formé, au cours des siècles, sous l'influence de la langue, des moeurs, de la foi. L'État n'est pas seulement le présent; mais il est aussi le passé et surtout l'avenir. L'État passe outre les frontières de l'existence brève des individus, pour représenter la conscience immanente de la Nation. C'est lui qui forme les citoyens pour leur inculquer les vertus civiques, pour les rendre conscients de la mission qu'ils ont à remplir. C'est lui qui les pousse vers la conception de l'humanité. C'est à lui qu'incombe la tâche d'harmoniser leurs intérêts avec l'essence de la Justice. C'est lui qui a la charge de transmettre les conquêtes de la pensée. C'est lui qui, dans les sciences, les arts, le droit, la solidarité humaine, conduit les hommes depuis la vie embryonnaire des tribus jusqu'à cette plus haute manifestation de la puissance humaine, jusqu'à cette unité qui s'appelle l'*Empire*. C'est lui qui confie aux siècles les noms de ceux qui sont morts pour lui ou pour obéir à ses lois. C'est lui qui donne comme exemple et qui recommande aux générations futures les chefs qui en ont accru le territoire, les génies qui en ont édifié la gloire. Quand le sentiment de l'État décline et que s'imposent les tendances désagrégeantes et centrifuges des individus et des groupes, les sociétés nationales vont vers le déclin ».

CONTRE LE FATALISME.

S'agirait-il donc d'un État absolu? D'un retour à la conception des réactionnaires, des de Maistre et des Metternich? D'un retour au Leviathan de Hobbes, à la théorie de l'État qui veut écraser, sous la terreur, toute velléité d'indépendance chez ses sujets et qui veut imposer par la force l'ordre et l'uniformité? Serait-ce un retour à la doctrine hégelienne de l'État, but suprême et dernier, de toute activité humaine, but définitif de toute l'histoire et de toute l'évolution de l'esprit humain? Serait-ce la négation de deux siècles d'histoire, la négation pure et simple de la pensée poli-

tique du monde moderne et de ses idéalités? La réponse de Mussolini à ces questions est fort claire: « Si le Fascisme est la négation du socialisme, de la démocratie et du libéralisme, il ne faudrait pas en conclure qu'il veuille rejeter le monde vers ce qu'il était avant cette année de 1789, qui est indiquée comme celle qui a ouvert les portes au siècle démo-libéral. On ne revient pas en arrière. La doctrine fasciste n'a pas choisi de Maistre pour son prophète. La Monarchie absolue appartient à un passé qui est mort, de même qu'est morte toute « ecclésiolâtrie ». De même, appartiennent à un passé enfui les privilèges féodaux et les divisions en castes fermées, sans aucune communication entre elles. L'idée d'autorité, telle que la conçoit le Fascisme, n'a rien à voir avec un État de police ».

Le Fascisme n'est surtout pas réactionnaire. La restauration de l'ordre, la défense de la propriété privée, le frein qu'il impose à la licence des individus et des classes, n'expliquent son œuvre que sous un seul aspect qui est même, à un certain point de vue, le moins important.

L'*ancien régime,* l'idée d'un État patriarcal, se basait sur une conception statique de la vie

et de l'histoire. Le caractère du Fascisme est au contraire essentiellement dynamique, progressif et révolutionnaire. Il ne cherche ni à ressusciter les formes archaïques de la vie sociale, ni à exhumer un passé qui est mort. Il tend à assurer au peuple italien plus de liberté et d'intensité dans la vie, à lui donner, sur tous les terrains de l'activité humaine, une force d'expansion plus énergique et plus saine.

La révolution Fasciste n'a pas été un coup d'État parti du haut; il n'est pas l'œuvre de hiérarchies militaires. C'est un mouvement qui est parti du bas, des couches profondes de la Nation.

L'État Fasciste n'est point le patrimoine d'une seule classe sociale; il est le résultat de la volonté populaire; il est la création du peuple.

C'est par leur libre volonté que les masses se soumettent à une rigide discipline. Il s'agit donc bien de la Souveraineté populaire. Mais il ne faut pas entendre cette souveraineté comme un pouvoir qui résulterait de la somme arithmétique d'une poussière d'intérêts particuliers, pris isolément. Il faut la comprendre dans le sens d'une volonté nationale, au sein de laquelle l'individu fait abstraction complète

de son intérêt particulier, parce qu'il reconnait que la véritable essence de sa personnalité consiste à se sacrifier pour un ordre de choses et de valeurs, bien plus élevées que sa propre et éphémère individualité. Ce n'est pas pour rien qu'au début de ces pages, nous avons insisté sur le caractère religieux du mouvement fasciste et sur ce qui le différencie de toutes les doctrines politiques. De même que pour tous les grands mouvements religieux, son caractère est fait d'idéal et de volonté. Jamais le peuple n'a été plus maître de son propre destin. Comme foi, le Fascisme est intolérant et intransigeant. C'est d'ailleurs le propre de la foi d'être intolérante; elle ne peut reconnaître le droit de cité à des doctrines et à des courants, qui peuvent mettre son œuvre en échec et qui peuvent porter offense à un *credo* absolu, qui est le sien.

Dans le monde moderne, nous ne connaissons qu'un seul exemple de doctrine tolérante. C'est la doctrine libérale. Jadis, elle servit de formidable instrument de lutte contre les régimes vieillis, qui constituaient des anachronismes. En Italie, cet instrument fut très précieux, à l'époque du *Risorgimento,* lorsque nous étions contraints de revendiquer notre liberté

nationale. Mais, l'idée libérale se prête mal à jouer un rôle de direction dans l'œuvre positive d'un Gouvernement, surtout en période troublée. Ce n'est point le cas de discuter ici le degré de sincérité qui a pu animer les régimes libéraux, c'est-à-dire de savoir s'ils ont vraiment été *libéraux*. En Italie, ceux que l'on désignait avant la guerre sous l'épithète de libéraux n'étaient que des espèces de conservateurs. C'était, pour la plupart, de grands industriels, des professeurs d'université, de grands propriétaires fonciers, des intellectuels, en face de qui les socialistes pouvaient fort bien sembler de plus purs libéraux. Si, en théorie, ces libéraux reconnaissaient les droits du peuple, ils se gardaient bien dans la pratique de laisser les mains libres à ce peuple, qui pouvait faire entendre sa voix.... jusqu'à un certain point. Surtout dans le Midi, ces libéraux formaient une aristocratie, une classe à part, pétrie de toutes ces mesquinités, de ces égoïsmes et de ces préjugés, qui sont le lot des classes privilégiées.

Ne sortons pas du terrain doctrinal; le libéralisme veut être un moyen du Gouvernement. Son idéal serait celui d'un Gouvernement qui, en laissant toute liberté de mouvement à tou-

tes les tendances et à tous les partis, permettrait, grâce aux polémiques, au libre examen et à la critique, de faire triompher la meilleure direction politique. D'après ses principes, un gouvernement de cette espèce ne devrait pas faire intervenir son autorité et sa force dans les luttes intérieures; pour agir, il devrait attendre que ces luttes aboutissent elles-mêmes à leur solution. Le Président d'un tel Gouvernement deviendrait une espèce de dénominateur commun, comme en arithmétique, qui ne devrait avoir aucune idée personnelle et qui ne devrait pas agir sous sa propre responsabilité. Il devrait se contenter d'être un délégué ou un instrument, sans prétendre à devenir un guide, sans avoir un programme personnel. Un semblable Gouvernment est chose possible, dans certaines limites bien entendu, lorsque tous les citoyens sont d'accord sur toutes les questions essentielles, lorsqu'il existe un état d'esprit général, commun et uniforme, lorsque l'opinion publique n'est point divisée. Il est possible, lorsque les partis politiques ne se séparent que sur des questions de détail, comme par exemple en matière d'administration, d'impôts, ou de douanes. Il n'est plus possible, lorsque la discussion porte sur

les bases mêmes de la co-existence sociale, sur la forme à donner à l'État, lorsque la lutte politique prend le caractère tragique d'une lutte de principes. Il est impossible par exemple que le Gouvernement applique des méthodes libérales à l'égard du Communisme, puisque celui-ci veut, par la violence et par conséquent par des moyens qui ne sont pas libéraux, détruire l'essence de l'État libéral, le principe même du libéralisme. L'application d'un Régime libéral n'est possible qu'envers ceux qui l'acceptent, on ne saurait lutter à armes courtoises contre ceux qui se réservent complète liberté dans la façon de combattre. Et s'il advient qu'un Gouvernement libéral s'obstine à se montrer généreux, dans l'espoir que son adversaire, confus et contrit, finira par se repentir et par se convertir, ce Gouvernement ne tardera pas à perdre tout crédit et à passer pour désarmé et ingénu. Le peuple, se sentant alors sans défense, le renversera un beau jour pour se substituer à lui.

La méthode libérale repose sur une foi. Cette foi est la confiance dans la dialectique bienfaisante de l'histoire. Elle croit que l'adversaire et que même le mal doivent finir par contribuer à l'inévitable triomphe du bien. Il

y a dans cette conviction une confiance, imprégnée d'optimisme, que les atroces épreuves de la guerre et que la critique historique sur la décadence et la disparition des civilisations ont fini par ébranler de nos jours. Cette foi est surtout trop haut placée, pour pouvoir être suivie sur le terrain concret de la vie politique. Qu'importe à un peuple de savoir ou, si l'on veut, de croire, qu'après lui, après la disparition des générations présentes, quelque chose de plus haut et de plus beau devra surgir un jour? L'important pour lui est son existence ici-bas, sa vie réelle et effective, qu'il est de son devoir et de son intérêt de défendre. Croire, comme la doctrine libérale, qu'il faut laisser aller les choses comme elles veulent, parce que le bien finira toujours par vaincre, cela peut être, pour maigre qu'elle soit, la consolation des vaincus; mais elle ne peut pas servir de mot d'ordre à l'action: l'action a besoin de croire solidement dans le bien et dans le mal, de savoir que le bien est vraiment ce qu'elle juge comme tel et que le mal est réellement ce qu'elle doit combattre. Une confiance optimiste dans la victoire du bien peut trop facilement se transformer en une passive résignation, en indifférence, en fatalisme.

L'INDIVIDU ET L'ÉTAT.

Nous allons examiner maintenant la doctrine libérale sous un autre point de vue. Un des axiomes du libéralisme est de réduire l'action de l'État au strict minimum. Bien plus. L'idéal serait d'éliminer complètement l'État, en concevant une société parfaite, au sein de laquelle l'État, avec son attirail de lois, la force de ses armes et sa police, deviendrait superflu. Évidemment, pour une telle doctrine, l'État n'est qu'un État de police, comme l'étaient les États aux temps de la Sainte Alliance, précisément à l'époque où le libéralisme s'épanouissait en plein. Entre un tel État et la liberté des individus, il ne peut y avoir que contraste de conception: l'un exclut l'autre.

Un tel contraste conçoit l'État et l'individu comme deux termes abstraits, tandis que la réalité est précisement le contraire; l'État vit de l'individu et il est basé sur les individus; mais l'individu ne peut trouver la plénitude de sa vie que dans l'État. Le contraste entre État et individu ne se résout pas par l'élimination d'un des deux facteurs. La solution consiste au contraire à les identifier progressivement. L'antithèse avait une raison d'être,

lorsque l'État était le patrimoine d'une famille ou d'un groupe et que les individus étaient des sujets. Mais l'histoire moderne montre par quel processus cette divergence a été effacée; elle nous montre les progrès successifs, l'élargissement de l'idée de l'État qui a cessé d'être l'apanage d'un petit nombre en se renforçant au fur et à mesure. L'autorité de l'État a été accrue, au cours de l'histoire moderne, dans l'intérêt de la liberté des citoyens. Ses fonctions se sont considérablement développées, parce que les citoyens eux-mêmes en ont compris la nécessité. Ainsi lorsque, la justice cessa, au Moyen-Age, d'être rendue par des particuliers et que l'État prit en mains les fonctions judiciaires, il mit fin à toutes les formes de vengeance personnelle; ce progrès de la souveraineté de l'État fut une garantie de la liberté jusqu'alors menacée par les abus de pouvoir et par les violences. Le triomphe de l'absolutisme, dans les premiers siècles de l'ère moderne, supprima ce que l'on pourrait appeler les « libertés » des classes privilégiées, de la haute noblesse et du haut clergé; tous les sujets se trouvant soumis à la même loi, les classes non privilégiées, la bourgeoisie et le peuple s'en trouvèrent, de ce fait,

émancipées. La Révolution Française renversa la Monarchie précisément parce que cette dernière tardait trop à liquider les privilèges et que l'État avait encore trop l'apparence d'une prérogative et d'un monopole, appartenant à une classe trop restreinte. L'autorité de l'État, en brisant les groupes, soustrait l'individu à l'oppression des autres; elle garantit la liberté. Mais cette garantie n'est plus limitée de nos jours à une simple protection juridique. L'État est maintenant appelé à venir au secours de la vie des individus, à lui donner toute sa force, à la développer. Ses atermoiments et sa neutralité constitueraient une injustice criarde; ils perpétueraient cet état de privilège en faveur de ceux qui sont riches et puissants au dam entier de ceux qui sont faibles et déshérités.

Si, par libéralisme, nous entendons le renforcement de la personnalité, le Fascisme est alors pleinement sur ce terrain qui est aussi le sien: de même qu'il ne ressuscite pas les privilèges de caste qui caractérisaient l'*ancien régime*, de même il ne nie pas ces droits élementaires, inhérents à la personnalité humaine qui ont marqué, à ses débuts, l'édification de l'État moderne. La souveraineté de la

loi et l'égalité des citoyens devant elle demeurent les points essentiels de l'État Fasciste: sa législation donne en effet à la vie physique et morale des individus de toute classe sociale une protection, infiniment plus prévoyante et plus efficace que tout autre législation.

Prenons par exemple l'instruction. En évoquant à lui l'instruction, l'État retire la masse de cette condition d'infériorité dans laquelle l'analphébétisme la maintenait. L'État Fasciste a engagé à fond la lutte contre cette plaie. Il a inscrit à son budget des sommes considérables pour la construction des édifices scolaires. Il veille avec énergie à l'éducation physique de la jeunesse. Par ses méthodes et ses programmes d'éducation, il s'efforce d'inculquer à la jeunesse le sentiment de la fierté, de la dignité et de la responsabilité; il tend à tremper les caractères. Il suffit de prendre en main les programmes des écoles élémentaires et secondaires pour se rendre compte de ce qu'est la didactique du Fascisme. Elle forme à la liberté d'initiative. Elle favorise la faculté de créer et la spontanéité intellectuelle. Elle bannit les notions toutes faites, ce savoir qui est imposé du dehors, l'automatisme et la pédanterie qui mor-

tifient l'intelligence. Si l'on observe aujourd'hui l'éducation virile donnée à nos enfants dans les écoles, dans les asiles, dans les *campings*, dans nos colonies alpines et marines, si l'on prête attention aux soins qui sont donnés à leurs corps en développant les exercices et le sport, on ne peut méconnaitre que cette formation est une exaltation de la personnalité humaine. Cette action s'étend à toute l'existence complexe de la société; ses moyens sont l'assistance assurée à la maternité et à l'enfance, la construction des maisons populaires, l'assainissement des quartiers misérables dans les villes, le secours donné à la désoccupation et qui élimine les formes odieuses et avilissantes des vieux systèmes de bienfaisance en leur substituant le principe de la solidarité nationale. Aujoutons-y l'importance des travaux publics qui ont le double avantage de porter le pays au niveau de tous les progrès modernes et d'assurer le pain quotidien à une quantité d'ouvriers. Ce n'est pas tout. Nous devons encore mentionner la législation du travail, le système syndical, le contrat collectif de travail, et même les cérémonies fascistes qui permettent au Chef d'être en contact direct et permanent avec le

peuple et d'en recevoir d'enthousiastes applaudissements, témoignages de sa confiance en lui et de l'approbation de son oeuvre.

L'AVÈNEMENT DU PEUPLE.

En quoi le Fascisme diffère-t-il des doctrines démocratiques? « Le Fascisme nie que le nombre, par le simple fait qu'il est nombre, puisse diriger les sociétés humaines. Il nie que ce nombre soit à même de gouverner à l'aide d'une consultation périodique. Il affirme l'inégalité irrémédiable, féconde et bienfaisante, des hommes qu'on ne peut niveler par un facteur mécanique et extrinsèque comme le suffrage universel. On peut définir comme régimes démocratiques ceux qui permettent de donner, de temps à autre, au peuple l'illusion de sa souveraineté, tandis que la souveraineté véritable et effective n'est pas en lui, mais réside dans des forces qui sont parfois irresponsables et secrètes ».

Mais si l'on n'admet pas que la démocratie soit fatalement liée à certaines institutions qui se réclament du système parlementaire de l'Angleterre, si l'on veut au contraire

reconnaître qu'existent des formations historiques, profondément démocratiques, mais qui font abstraction de ces formes traditionnelles dont se revêt généralement la démocratie, il est aisé de se rendre compte que le mouvement promu par Mussolini est la création d'un nouvel ordre social, typiquement démocratique.

Au lendemain de la guerre, la Nation Italienne a dû traverser une crise fort grave, provoquée par un déplacement radical des classes. Les vieux cadres de la société italienne et les institutions parlementaires ne suffisaient plus pour maintenir les grandes masses. Il était évident que la nouvelle réalité sociale se détachait des formes politiques traditionnelles. Pendant le *Risorgimento*, les masses étaient demeurées à peu près absentes; dans les campagnes, elles s'étaient même montrées hostiles. L'État libéral, qui s'était constitué pendant la période du *Risorgimento*, était lié aux classes qui l'avaient créé, spécialement la bourgeoisie. La lutte avec l'Église, lutte inévitable, avait fini par donner à l'État Italien une teinte maçonnisante et anti-cléricale qui avait empêché l'adhésion des masses catholiques. L'État Italien n'était en somme, aux

yeux de la plèbe, que l'oeuvre et le monopole des classes supérieures.

Pour la foule, cet État était l'ennemi. Il n'était point une chose qui lui appartint, mais la chose de ces « libéraux » qui, désormais devenus des conservateurs, défendaient, dans *leur* État, les intérêts et les privilèges de *leur* classe. Il s'ensuit que les masses ne purent entrer dans la vie politique que par la voie de l'opposition. Et, puisque l'opposition la plus résolue était celle du Parti Socialiste, les masses se firent socialistes. Pour le peuple qui, spirituellement, était resté en dehors de l'État Italien, c'était là le moyen unique de prendre part à la vie de l'État. Qu'étaient donc ces masses qui votaient pour les socialistes? Étaient-elles vraiment animées de desseins subversifs? N'incarnaient-elles pas plutôt un phénomène social que la guerre avait élaboré avec fatigue?

Dix ans d'ascension morale et matérielle et les transformations économiques de l'après-guerre avaient permis à de très nombreux éléments, issus du peuple, de s'élever. Ils le firent à un tel point, qu'il leur devenait impossible de rester plus longtemps cantonnés dans une opposition stérile. Cet État, pour

lequel ils avaient combattu pendant la guerre, commençait à être quelque chose qui les touchait de plus près. Surtout dans les campagnes, s'étaient formées des couches de petite bourgeoisie qui n'avaient plus rien de commun avec le socialisme; elles étaient avides d'apporter leur contribution positive dans le mécanisme de l'État, de faire entendre leur voix dans la vie nationale. Le socialisme qui les avait jadis aidées à s'élever, représentait désormais pour elles un danger, une menace constamment suspendue sur leurs intérêts, sur les positions nouvelles qu'elles avaient conquises avec tant de fatigue.

Tant que le socialisme avait été quelque chose de vague, un moyen sentimental de s'élever, il avait été le bienvenu pour la plèbe qui voulait sortir de son abjection et de sa misère. Mais maintenant que ce Socialisme était devenu du Communisme et que, suivant l'exemple russe, il menaçait d'agir pour tout de bon et d'appliquer son programme à la lettre, les choses changeaient.

Les masses passèrent donc au Fascisme. Celui-ci les mena à la conquête de l'État, en sachant se faire l'interprète de leurs aspirations sociales.

Le Fascisme symbolise donc l'entrée du peuple italien dans l'État Italien. Il constitue, à ce point de vue, la dernière phase dans la solution du *Risorgimento.* L'État Italien a cessé d'être l'État de la bourgeoisie, surtout de la bourgeoisie des villes. Le caractère rural du Fascisme, les fortes phalanges de petits propriétaires, de petits fermiers et de métayers qui sont entrés dans les cadres du Fascisme prouvent le grandiose processus du phénomène d'absorption. Considéré comme une évolution de masses, le Fascisme est infiniment plus imposant que le *Risorgimento*; c'est un mouvement populaire et démocratique, mais d'un caractère beaucoup plus net et beaucoup plus profond que celui de bon nombre de partis et de régimes démocratiques.

LE SOCIALISME VAINCU ET FRANCHI

Le Fascisme est anti-socialiste. Il l'est par la conception qu'il a de la vie. Cette conception est en nette antithèse avec le matérialisme historique, pour lequel l'histoire ne s'expliquerait que par la lutte d'intérêts: « que les événements divers par lesquels est passée l'économie — découvertes de matières premières, nouvelles méthodes de travail, inventions scientifiques — aient eu leur importance, nul ne le nie; mais qu'elles suffisent à expliquer l'histoire humaine, en excluant tous les autres facteurs, c'est chose absurde: le Fascisme croit, encore et toujours, à la sainteté et à l'héroïsme, c'est-à-dire en des actes qui échappent à tout motif économique, lointain ou proche ».

Ce serait grossière erreur que de voir dans le Fascisme une réaction de la propriété privée contre le communisme, ou une défense des grands et des petits propriétaires, ou encore un extrême expédient du vieux capitalisme.

Sous bien des rapports, le Fascisme est tout au contraire la condamnation, non pas du capital mais du *système* capitaliste et ploutocratique. Il a puissamment contribué à faire pénétrer dans la bourgeoisie italienne un sentiment de justice envers les classes ouvrières. Il a imposé à l'opinion publique les problèmes du travail. Il a déraciné et détruit les vieux préjugés de classes. Sa conception sur les rapports qui doivent exister entre l'État et le droit de propriété est l'unique moyen de concilier aujourd'hui l'initiative privée avec

les exigences de la société et de la production.

Il est absurde de vouloir prétendre que l'État se désintéresse des problèmes de la production et de l'économie nationale. L'intervention de l'État dans les événements économiques est, de nos jours, sollicitée de tous côtés. Un État qui resterait les bras croisés et indifférent, on ne saurait le concevoir aujourd'hui. De là, la nécessité du contrôle de l'État. Mais la haute souveraineté que l'État exerce sur la vie économique ne signifie pas qu'il doive se substituer à l'initiative privée. Le Fascisme reconnaît que, sur le terrain de la production, l'initiative privée est l'instrument le plus efficace et le plus utile dans l'intérêt même de la Nation.

Mais cette initiative doit être contenue dans certaines limites, qui sont à la fois sa définition et sa justification. L'organisation privée de la production est en raison de l'intérêt national. Dans ces conditions, « l'organisateur de l'entreprise » (c'est ainsi que s'exprime la Déclaration VII de la Charte du Travail) est responsable, vis-à-vis de l'État, de la bonne direction qu'il donne à sa production.

Cette définition indique avec assez de clarté quelle est la position de l'État. Celui-ci n'a

de raison d'intervenir que si l'initiative privée fait défaut ou est insuffisante, ou encore quand les intérêts politiques de l'État sont en jeu. En principe, l'État Fasciste n'assume aucune gestion directe. En cela, il est contraire au système communiste qui brise et suffoque les initiatives et qui prive la vie économique de la collectivité de l'élan de l'entreprise privée. En cela, il est encore contraire à toutes ces formes de socialisme ex-cathedrâ qui prônent l'absorption progressive des entreprises privées par l'État.

La conception du droit de propriété en est toutefois sensiblement modifiée. Si jadis l'État ne reconnaissait pas le droit absolu de propriété, puisqu'il se réservait un droit d'expropriation et de réquisition, toutefois ces violations du droit de propriété obéissaient uniquement à des nécessités extérieures et contingentes. Or actuellement le mauvais usage du droit de propriété peut provoquer l'intervention de l'État. Citons quelques exemples. Un propriétaire terrien n'a pas le droit d'abandonner sans culture son terrain. Le propriétaire d'une usine n'a pas le droit de la laisser décliner et de la fermer à son gré : la raison est qu'il est responsable de ses actes, non seulement à l'égard des existences hu-

maines qui dépendent de son entreprise, mais aussi de l'économie nationale et par suite de l'État. Un patron n'a pas le droit de violer un contrat de travail, de même que l'ouvrier n'a pas celui de troubler par les grèves la vie économique; mais le patron n'a pas le droit non plus d'imposer, à son gré, un contrat collectif qui soit inique. Cette question, délicate et complexe, est soustraite au jeu de l'offre et de la demande, ainsi qu'à l'arbitre des individus. Elle est confiée aux organismes syndicaux et corporatifs et, en dernier ressort, au Tribunal du Travail, organe de l'État, également souverain sur le terrain économique.

Ce n'est pas le cas d'examiner ici la politique sociale du Régime. Il nous suffira de dire que, tout en excluant la lutte de classes et ses méthodes habituelles qui sont la grève et le lock-out, le Fascisme reconnait la nécessité et l'utilité des Syndicats ouvriers. Mais en cela également, la dialectique fasciste est intervenue: de même que l'individu et la propriété qui, par eux-mêmes, sont sans valeur aucune, sont conservés et élevés dans l'État à une dignité supérieure, de même la ligue ouvrière, qui ne doit pas former un groupe étranger et hostile à l'État, est, elle aussi, élevée au rang d'un élément positif de la vie

nationale; elle est reconnue officiellement par l'État. Le Syndicat ouvrier, dont la formation est libre et qui n'a pas de caractère obligatoire, a obtenu le droit de représenter juridiquement les intérêts de la catégorie. L'État n'intervient dans les problèmes du travail que d'un façon indirecte, car il reconnaît aux associations, juridiquement constituées, le droit exclusif de traiter au nom de la catégorie. Ce n'est que dans le cas où les pourparlers, engagés entre les représentants des patrons et ceux des ouvriers, ne peuvent aboutir à un accord que l'État intervient; il le fait alors non pas en médiateur et en arbitre, mais en qualité de juge. La sentence de son Tribunal tient compte non seulement de l'équité des prétentions émises par les deux parties, mais aussi des intérêts généraux de l'économie nationale.

Si le système syndical a pour mission d'atténuer la question sociale et d'éliminer les graves et nuisibles conflits du travail, le système corporatif a pour but de renforcer le plus possible, en la coordonnant, l'économie nationale. La corporation réunit les représentants de toutes les catégories intéressées à une branche déterminée de la production. Et, puisque la corporation est un rouage de l'État,

ses décisions, après sanction donnée par le Chef du Gouvernement, ont valeur légale.

Tous les États modernes ont compris l'urgence des contacts directs entre le Gouvernement et les organismes de production. Sur ce terrain également, le Gouvernement Fasciste est à l'avant-garde. Il a créé un conseil économique national qui porte le nom de *Conseil National des Corporations;* en matière économique, ce Conseil représente l'état-major du Gouvernement; il est la synthèse de toutes les énergies et de tous les intérêts de la Nation.

LES RAPPORTS AVEC L'ÉGLISE.

Les rapports de l'État Fasciste avec l'Église se présentent sous un aspect des plus originaux. Nous n'allons pas retracer ici l'histoire de la Question Romaine, ni parler des Pactes du Latran qui ont mis fin au conflit, ni vous rappeler les polémiques que ces Pactes ont provoquées et qui ont eu l'avantage de bien définir la position réciproque des deux Pouvoirs. Le Fascisme a pu résoudre la Question Romaine, parce que, dès les débuts, il s'était appliqué à remettre la religion en honneur. Ce faisant, il n'a pas été uniquement guidé par sa sensibilité à l'égard des facteurs spirituels de la vie; il y a été également conduit par son caractère *totalitaire*. Il voulait faire entrer toute le peuple italien dans le cadre de la vie nationale, et, par conséquent, il ne pouvait se résoudre à voir les fortes masses catholiques demeurer dans une attitude étrangère et hostile. Sous ce rapport également, le Fascisme a donc été la phase qui a achevé l'œuvre du *Risorgimento*.

Le Fascisme a de nouveau affirmé le principe consacré par l'article 1 du Statut, en vertu duquel la religion catholique est la seule religion de l'État. Toutefois, si l'État Fasciste a reconnu à l'Église catholique une situation, juridiquement privilégiée, soit à cause de la tradition qu'elle incarne, soit parce que la grande majorité du peuple italien professe la religion catholique, il n'en est pas devenu pour cela un État confessionnel. Les autres cultes ne sont plus simplement *tolérés,* comme il en était dans le Statut; ils sont admis et juridiquement protégés. Le principe de la Séparation entre l'Église et l'État, tel que le comprenait la vieille doctrine libérale, reposait sur l'idée de l'Église considérée comme une association particulière et sur celle de la religion considérée comme un problème de la conscience individuelle. Mais cette conception

religieuse était d'inspiration protestante; elle heurtait la conscience catholique du peuple italien. Le Fascisme est arrivé au contraire à établir une distinction très nette entre les deux pouvoirs et entre les missions qu'ils sont appelés à remplir. Tout en proclamant que l'État est la plus haute idéalité humaine qui existe sur terre, le Fascisme a également proclamé qu'au dessus de ce qui est humain, existe le Divin. Il n'a pas prétendu, comme les anciens gouvernements absolus, qu'il avait le droit d'imposer une politique régalienne; il n'a pas voulu faire de la religion un instrument de gouvernement. Très respectueux de toutes les formes de dévotion religieuse, il n'en est pas moins fort jaloux de ses propres prérogatives et de sa propre souveraineté; il ne tolère aucune violation des frontières morales reconnues par l'Église et à l'Église et par elle librement acceptées. On ne peut imputer au Fascisme aucune déviation confessionnelle. Bien loin d'imposer une profession de foi catholique, il n'est pas moins on ne peut plus respectueux de la dignité et de la sublimité de la vie religieuse; mais il estime que celle-ci ne peut être le fruit d'une contrainte par les pouvoirs publics, car elle résulte d'une conviction, absolument libre et intime.

BIBLIOTECA
UNIVERSITĂȚII

BIBLIOTECA
UNIVERSITĂȚII
-IAȘI-

Cent. 60

SOC. AN. LA POLYGRAPHIQUE